

Ces données sont très fiables, exhaustives, et ne nécessitent pas d'être confrontées à des données tierces.

Ces données sont par construction très fiables, mais peuvent parfois présenter des décalages par rapport à une confrontation terrain (données déclaratives). Ces décalages peuvent être considérés comme non significatifs à une échelle communale.

Ces données sont fiables et utilisables mais peuvent ne pas être exhaustives ou bien présenter des limites d'utilisation.

Ces données peuvent présenter des sous-c de réactualisation dans leurs modalités les plus fines. Elles peuvent cependant être utilisées grâce à des regroupements, ou des précautions particulières.

Ces données doivent être considérées comme indicatives et leur fiabilité comme incertaine. Les variables ne peuvent être à nouveau croisées avec d'autres données. Il n'est pas conseillé d'utiliser ces données.



Opah - Pig		<p>Une opération programmée d'amélioration de l'habitat est une offre de service pour favoriser le développement d'un territoire par la requalification de l'habitat privé ancien. C'est une démarche partenariale qui propose une ingénierie et des aides financières de l'Anah. Elle porte sur la réhabilitation de quartiers ou centres urbains anciens, de bourgs ruraux dévitalisés, de copropriétés dégradées, d'adaptation de logements pour les personnes âgées ou handicapées.</p> <p>Le Programme d'Intérêt Général est défini à l'article L. 102-1 du code de l'urbanisme, cet outil permet de garantir la mise en œuvre de projets d'ouvrage, de travaux ou de protection présentant un caractère d'utilité publique, d'intérêt supérieur sur les règles locales d'urbanisme tout projet d'ouvrage, de travaux ou de protection présentant un caractère d'utilité publique</p> <p>Données issues de l'Infocentre de l'Anah le dernier millésime de chaque type de zonage a été retenu. <a href="http://infocentre.anah.gouv.fr/km/">http://infocentre.anah.gouv.fr/km/</a></p>
Thiron/VOC/POPAC		<p>Le dispositif de l'Anah appelé Thiron vise la réhabilitation lourde d'un immeuble ou d'un ensemble d'immeubles acquis par expropriation ou à l'amiable.</p> <p>L'AVOC (Veille et Observation des copropriétés) est un outil de l'Anah de prévention, qui permet aux collectivités de mieux connaître leur parc de copropriétés et d'identifier les fragilités.</p> <p>Le POPAC (Programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriété de l'Anah) consiste à rétablir le bon fonctionnement d'une copropriété dès les premiers signes de fragilité, à renégocier les contrats, à sensibiliser les copropriétaires sur leurs droits et devoirs.</p>
Les Impayés		
Taux d'endettement (dettes/charges)	RNIC	<p>Numérateur = Montant des dettes fournisseurs, rémunérations et autres</p> <p>Dénominateur = Charges pour opérations courantes de l'exercice clos + Charges pour travaux et opérations exceptionnelles de l'exercice clos</p>
Nombre de copropriétaires débiteurs de plus de 300 euros	RNIC	<p>Nombre total de copropriétaires débiteurs de plus de 300 € vis-à-vis du syndicat de copropriétaires à la date de fin de l'exercice comptable clos</p>
Type de syndic		
Type de syndic : bénévole / professionnel / non connu	RNIC	<p>Le syndic de copropriété peut être professionnel ou non-professionnel, il est alors bénévole, prévu par l'article 17-1 de la loi du 10 juillet 1965.</p>
Type de commune		
Commune touristique	Liste établie au 22-11-2019 - DGE - <a href="https://entreprises.gouv.fr">https://entreprises.gouv.fr</a>	<p>Les communes touristiques sont régies par les articles L.133-11 et L.133-12 du code du tourisme. Cette dénomination est délivrée par un arrêté préfectoral pris pour une durée de cinq ans. Pour cela, les communes candidates doivent respecter trois critères : détenir un office de tourisme classé ; organiser des animations touristiques et disposer d'une capacité d'hébergement destinée à une population non permanente.</p>
Commune loi littoral		<p>Les communes dites "loi littoral" sont régies par la loi du 3 janvier 1986, cette loi pose des principes d'aménagement, de protection et de mise en valeur du littoral.</p>
Commune loi montagne		<p>Les communes dites "loi montagne" sont régies par la loi du 09 janvier 1985, cette loi contient des dispositions en vue de protéger les espaces, paysages et milieux les plus remarquables du patrimoine naturel et culturel montagnard.</p>
Commune loi SRU		<p>Les communes dites "loi SRU" sont régies par la loi du 13 décembre 2000, l'article 55 de cette loi impose à certaines communes de disposer d'un nombre minimum de logements sociaux, proportionnel à leur parc résidentiel.</p>
Bailleurs Sociaux (Affichage de données de Répertoire des logements locatifs des bailleurs sociaux (RPLS))		<p>Ce répertoire contient l'ensemble des logements des bailleurs sociaux au 1er janvier 2020, à l'exception des données des logements non conventionnés des SEM.</p> <p>Les règles de diffusion des données RPLS agrégées doivent impérativement être appliquées</p>